

21 mai 2012 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Point de presse de M. François Hollande, Président de la République, notamment sur la France et l'OTAN, le retrait des troupes françaises d'Afghanistan, les relations franco-américaines et sur la construction européenne, à Chicago le 21 mai 2012.

Mesdames, Messieurs,

Le Sommet de Chicago vient de s'achever par une dernière réunion qui associe les partenaires des opérations non-membres de l'Alliance et si je devais faire un bilan de ce sommet, je considère que sur trois objectifs nos intérêts ont été bien pris en compte dans une démarche qui devait être celle d'une évolution de l'Alliance.

Le premier enjeu était de savoir dans la nouvelle posture, les nouveaux concepts ce qui pouvait être réservé à l'Europe de la Défense. Vous savez que j'avais en son temps, lorsque la décision avait été prise de réintégrer le commandement militaire dénoncer le fait que, la contrepartie de l'Europe de la Défense n'avait pas été véritablement affirmée avec suffisamment de force.

Nous constatons à l'occasion de ce sommet que l'intention de lui donner davantage d'ampleur à cette Europe de la Défense nous permettra, après évaluation de notre présence dans le commandement militaire, de développer autant qu'il sera possible la présence des Européens et surtout leur bonne organisation dans le cadre de l'Alliance.

Le second enjeu, c'était de savoir si nos réserves concernant le bouclier antimissile avaient été suffisamment prises en compte pour être levées et aussi bien sur le contrôle politique de la décision que sur la complémentarité avec la dissuasion, que sur les risques de dérives financières et même sur la nécessité d'un dialogue avec la Russie, nous considérons qu'il y a eu là aussi des progrès significatifs qui nous permettent avec la vigilance nécessaire de donner notre accord à la poursuite de ce programme.

Enfin et c'était là où nous étions les plus attendu de faire en sorte que notre décision de retirer les troupes combattantes françaises d'Afghanistan à la fin 2012 puisse être non seulement comprise mais en même temps, puisse aussi être pour la France un élément qui n'était pas négociable. Sur cette question, qui était un engagement de campagne, je considère que nous avons pu faire valoir notre point de vue tout en donnant à nos Alliés les garanties nécessaires, c'est-à-dire que nous restons membres à part entière de la FIAS. Pour être précis, les troupes combattantes seront retirées à la fin de l'année 2012. Après 2012, c'est-à-dire en 2013 ne resteront là que les éléments indispensables pour les actions de formation que nous définirons dans le cadre du traité que nous avons signé avec les Afghans, plus exactement que la France et l'Afghanistan ont signé par leurs présidents respectifs en janvier et que nous allons faire ratifier par le Parlement une fois qu'il aura été renouvelé. Il y aura des éléments qui seront liés à cette formation pour la police et pour les cadres de l'armée afghane et nous aurons aussi des éléments humains qui seront absolument indispensables pour le rapatriement de nos matériels qui ont le sait prendra davantage de temps.

Enfin, au-delà de 2014, nous serons toujours avec le traité franco-afghan dans un soutien civil à l'action de développement, à l'éducation, à la santé, à l'émancipation des femmes pour accompagner le peuple afghan.

Sur une éventuelle contribution qui a été souhaitée pour permettre à l'armée afghane d'avoir les

moyens financiers de son développement, nous avons été saisis de cette demande. Nous l'étudierons en fonction surtout du contrôle international de l'aide qui sera envisagée. Voilà ce que je pouvais vous dire au-delà de tous les contacts bilatéraux que j'ai pu avoir avec les chefs d'Etat présents ici, que le ministre des Affaires étrangères, Laurent FABIUS a pu avoir de son côté, tout comme le ministre de la Défense M. Jean-Yves Le DRIAN. Je pense que ce sommet a été utile pour l'Alliance, utile pour la France et je crois a permis de faire avancer à la fois les concepts que l'Alliance souhaitait porter et en même temps les intérêts que nous nous considérons comme essentiels pour la France.

Je suis prêt à répondre à toutes vos questions. Tout à l'heure, je suis également intervenu auprès de certains de vos confrères sur la situation au Mali. J'ai également condamné l'attentat odieux qui s'est produit au Yémen, y compris ces objets, je peux vous répondre.

QUESTION -- Une petite question avec vue sur mercredi. Qu'est-ce que vous attendez de ce premier Conseil européen ? Est-ce qu'il y aura peut-être une confrontation avec l'Allemagne sur les eurobonds et aussi si vous pouvez parler de votre position sur la présidence de M. SCHÄUBLE pour l'Eurogroupe ? Merci.

LE PRESIDENT -- Vous êtes formidable la presse. Nous sommes dans un événement après le G8, le sommet de l'OTAN à Chicago et déjà vous nous emmenez à mercredi. Vous n'imaginez pas que je vais répondre à vos questions mais nous aurons c'est vrai mercredi un Conseil européen informel. S'il est dit informel, c'est que tout sera sur la table et que nous pourrons parler de toutes les propositions que les uns et les autres peuvent porter pour la croissance et tous les instruments, toutes les orientations, toutes les idées seront les bienvenues et moi je ne prépare pas ce conseil informel avec le gouvernement français dans un souci de conflits mais au contraire dans une démarche permettant de donner à l'Europe la dimension de croissance qui lui a manqué jusque-là. Voilà ce que je vous répondrai à ce stade, je ne vous parlerai pas des eurobonds pour ne fâcher personne avant que nous en parlions directement mercredi mais ce ne sera pas le seul sujet, et non plus des nominations car ce n'est pas à l'ordre du jour du Conseil européen informel.

QUESTION -- Au-delà de Chicago quel bilan tirez-vous de votre voyage américain ? Vous avez dit samedi qu'il était en partie déjà réussi, que le mandat était en partie honoré. A droite à Paris, plusieurs voix s'élèvent notamment celle de l'ancien ministre Pierre LELLOUCHE qui dit que c'est à peine si « vous ne marchez pas sur l'eau » depuis quelques jours. Même question liée à celle-ci : pourquoi étiez-vous absent quelques minutes ce matin au début du discours de M. OBAMA ?

LE PRESIDENT -- Sur le fait que je « marche sur l'eau » je crois que je n'ai pas encore essayé mais il y a peu de risques que je m'y engage et je pense que nous devons rester conscients des réalités et ne pas répondre à des polémiques venant de notre pays.

Sur le discours d'OBAMA, je l'ai entendu parfaitement puisque je suis arrivé après un entretien avec M. BAN KI-MOON et après quelques embouteillages au moment où le Secrétaire général s'est exprimé et ensuite M. OBAMA sur le fond. Je ne parle pas simplement des mots de bienvenue, je parle du discours sur le fond de la matinée.

Sur ce que m'a dit M. BAN KI-MOON et cela me permet d'évoquer la situation de la Syrie et de ses conséquences sur le Liban. C'était une commune inquiétude que ce qui hélas, se produit en Syrie, puisse avoir des conséquences sur des pays voisins. J'en parlais hier avec le Président turc et là, il s'agissait de ce qui pouvait se produire au Liban puisqu'il y a eu quelques violences et vous savez qu'en plus, il y a des forces françaises qui sont présentes dans le cadre de la FINUL au sud Liban et que nous devons y porter toute l'attention nécessaire.

QUESTION -- M. le président, je me permets de me projeter sur la semaine qui vient, sur les négociations sur la croissance en Europe. Vous dites que tout sera mis sur la table. Vous insistez sur des investissements, les Allemands parlent davantage de réformes structurelles. Je voudrais savoir est-ce que vous seriez prêt à introduire davantage de flexibilité sur le marché du travail en France à ce sujet ?

LE PRESIDENT -- Que les Allemands viennent sur les sujets qui leur sont chers, c'est normal, chacun vient sur ce qu'il pense être sa solution. Dans une conversation puisque je siège à côté de

Mme MERKEL, nous avons pu avoir quelques échanges. Dans une conversation encore hier soir, elle me faisait observer qu'il y avait un excédent commercial allemand très important depuis plusieurs années et qu'il était largement dû à des efforts d'investissements et de modernisation. C'est vrai, que j'ai eu connaissance des conclusions de rapports venant de la Commission européenne -- je ne parle pas simplement sur les déficits budgétaires, mais aussi sur le problème de la compétitivité de l'économie française - qui ces dernières années, je rappelle que nous ne sommes au pouvoir que depuis une semaine, mais il y a une perte de compétitivité et une dégradation de la position de la France dans les échanges. Donc je peux entendre ce que peuvent dire un certain nombre de nos partenaires européens pour améliorer la capacité d'investissements, être davantage soucieux de redresser la compétitivité des entreprises, tout ça fait partie du sujet, ça ne veut pas dire la flexibilité du marché du travail qui en France a d'ailleurs été largement assouplie ces dernières années. Moi, je suis dans une démarche où je n'interdis à personne de formuler des propositions. De la même manière que j'évoque les eurobonds, il est tout à fait légitime que les Allemands puissent évoquer des réformes structurelles. La démarche qui doit être la nôtre pour mercredi soir, Conseil informel qui sera la première étape, il y en aura d'autres, c'est que chacun en dehors de ce que l'on sait être le pacte budgétaire, le pacte de stabilité, ce sont des questions sur lesquelles nous reviendrons, là il s'agit de la croissance. Que chacun vienne avec ses propositions, ses initiatives, ses expériences et qu'à la fin de la discussion, je ne parle pas de mercredi, je parle de ce que nous aurons à faire pour le Conseil européen de la fin du mois de juin, nous puissions en tirer des conclusions pratiques et on verra les instruments juridiques nécessaires pour traduire cette volonté de croissance dans les textes européens.

QUESTION -- Plusieurs questions sur ce sujet de la contribution financière sollicitée de la France à partir de 2014, est-ce qu'il y a l'idée ou pas du tout d'une forme de compensation, en d'autres termes est-ce que le fait d'accélérer le retrait des troupes d'une certaine manière vous engage davantage à être solidaire pour la suite ? Deuxièmement est-ce que le montant qui est sollicité de l'ordre de celui qui a été semble-t-il accepté par l'Allemagne, c'est-à-dire environ je crois 200 millions de dollars par an ? Troisième point, vous dites que pour engager la France, il vous faudrait davantage de garanties sur le contrôle des dépenses. Est-ce que vous pouvez être un peu plus précis, expliquez pourquoi pour certains pays c'est acceptable aujourd'hui est pas pour vous ?

LE PRESIDENT - Parce que nous sommes la France et que d'abord il n'y a aucune compensation. Nous, nous considérons que notre mission en termes d'actions, de combats est terminée, que les forces afghanes vont reprendre possession de la zone de Kapisa et que nous sommes dans la démarche qui avait été décidée à Lisbonne, c'est-à-dire de la transition. Je ne reviens pas sur l'Histoire de l'intervention en Afghanistan et le changement de nature qui s'est produit en 2008, je prends simplement les faits tels qu'ils sont aujourd'hui. Il y a une transition qui est prévue. Pour les Alliés, c'est essentiellement en 2014 qu'elle se produira. Pour d'autres, d'ailleurs, la transition est déjà intervenue. Il y a plusieurs pays qui ont déjà retiré leurs forces combattantes, donc nous nous décidons de le faire. Cela aura comme terme la fin de l'année 2012 et il n'y a aucune compensation à verser ou à imaginer. Nous avons fait plus que notre devoir et je rappelle les pertes françaises : 83 hommes qui ont perdu leur vie, de nombreux blessés. Je veux ici saluer leur courage ou leur sacrifice et également exprimer ma solidarité à l'égard de leurs familles. Nous avons pris cette décision, nos Alliés l'ont prise et elle va s'exécuter pour l'après 2014. Nous sommes saisis comme tous les partenaires d'une demande de contribution. Nous n'avons pas répondu. Simplement que sur le principe, nous pouvons regarder. Nous n'avons pas fixé de montant, nous ne sommes pas liés par ce que peut faire l'Allemagne ou d'autres pays et nous avons une condition qui est de savoir si les éventuelles contributions, y compris celles que nous pourrions apporter seront effectivement contrôlées.

QUESTION -- La presse iranienne de ces derniers jours a dit que vous aviez limogé votre négociateur iranien, le directeur politique du Quai d'Orsay, M. AUDIBERT, comment interprétez-vous cette campagne de presse qui est manifestement fondée sur une information inexacte ?

LE PRESIDENT -- Oui, il y a une manœuvre et une manipulation et vous avez eu raison de me

LE PRESIDENT -- Oui, il y a une manœuvre et une manipulation et vous avez eu raison de me poser la question puisqu'elle me permettra justement de faire justice de cette opération de presse, encore que la presse n'ait pas grand-chose à voir avec tout ça. M. Jacques AUDIBERT qui est d'ailleurs présent ici est notre négociateur. Il a reçu mandat et il sera présent à la réunion de Bagdad et nous avons travaillé en étroite liaison tout au long de cette période avec les ministres concernés et je lui fais toute confiance pour avoir la fermeté indispensable dans cette négociation.

QUESTION -- On ne sait jamais. On assiste depuis en tous cas quelques jours à la mise en place d'une méthode diplomatique, la question que je me posais, c'était est-ce qu'il y a un sujet, un dossier sur lequel vous souhaiteriez, vous avez envie que la France et vous pèsent de tout votre poids et votre influence et si oui lequel ?

LE PRESIDENT - Vous savez, le dossier le plus important qui est devant nous, c'est d'avoir une réorientation de l'Europe. C'est de permettre aux Européens de reprendre confiance dans cette très belle idée de la construction européenne, c'est aussi de donner aux acteurs économiques européens davantage de confiance dans leur propre avenir. Nous sommes encore saisis par les inquiétudes venant de la Grèce, donc je vois bien tout ce qui nous reste encore à faire dans un contexte qui n'était pas forcément celui que nous avons anticipé car nous sommes maintenant conscients que ce qui va se passer en Grèce le 17 juin, c'est-à-dire, le jour même des élections législatives françaises car il y a aussi des élections législatives en France qui vont avoir une certaine influence, eh bien, ce qui va se produire aussi le 17 juin en Grèce aura des répercussions sur notre propre discussion pour la réorganisation de l'Europe et sa dimension de croissance. Soit les Grecs font le choix de vouloir affirmer leur volonté de rester dans la zone euro tout en étant soutenus pour le faire et de respecter les engagements qui ont été pris alors, je pense, que nous pourrons travailler très vite pour que la croissance puisse revenir dans les meilleurs délais ou alors nous sommes de nouveau saisis par une période d'incertitude et ça n'empêchera pas le Conseil européen de la fin du mois de juin de se tenir avec son ordre du jour mais avec une instabilité possible, voilà vous me demandez quel est aujourd'hui le sujet qui est le plus important, quel est l'enjeu que je veux porter avec le gouvernement pour les prochains mois, c'est celui de la réorientation de l'Europe.

QUESTION - Est-ce que la situation qui se dégrade au Mali et dans la région aggrave la situation de nos otages, est-ce qu'à l'heure qu'il est, les négociations avec les intermédiaires sont rompues ou continuent ?

LE PRESIDENT - Je ne ferais aucun commentaire sur les situations d'otages parce que nous sommes conscients des risques et en même temps nous ne voulons pas donner à ceux qui pourraient nous écouter toute information qui pourrait être utilisée par eux. Donc, voilà, c'est vrai que cette zone du Sahel crée aujourd'hui un risque pour tous nos ressortissants qui doivent faire très attention et ce qui s'est passé au Mali encore aujourd'hui ne peut pas être accepté, que le Président par intérim puisse être agressé même si ça n'a pas eu trop de conséquences, qu'il y ait encore une mise en cause du processus démocratique tel qu'il avait été accepté par toutes les parties, n'est pas, pour la France, supportable, donc nous sommes en plein accord avec la CDEAO pour que le Mali puisse retrouver le plus vite possible sa stabilité. Je suis également en contact avec le Président du Niger à ce sujet.

QUESTION - Monsieur le Président, la France est en train de quitter une guerre assez lourde en Afghanistan, en même temps, nous avons assisté récemment à une guerre plus courte, la Libye, et une opération militaire en Côte d'Ivoire qui sont parfois considérées aujourd'hui comme des modèles d'intervention pour le futur, je voulais savoir quel était votre opinion, votre conception vu aussi le contexte budgétaire un petit peu difficile que nous traversons, de ce que pourraient être de futures opérations, le modèle d'interventions futures pour la France.

LE PRESIDENT -- Je rappelle que ces opérations ont été menées dans le cadre des Nations Unies, c'est notre principe pour décider d'une opération. Ensuite, il y a des leçons à tirer de ce qui s'est produit en Libye, j'entends des leçons au sens tactique, et d'ailleurs, l'Alliance en a été saisie et dans les programmes qui seront lancés sur les ravitaillements en vol et sur les drones, nous avons effectivement des conclusions à tirer. Pour le reste, s'il devait y avoir d'autres opérations, elles trouveront leur cadre dans les délibérations des Nations Unies.

QUESTION -- Bonjour Monsieur le Président, deux questions, la première, vous avez dit brièvement aujourd'hui qu'il n'y aurait plus aucun soldat français en Afghanistan à la fin de l'année 2013, est-ce que cela veut dire qu'il n'y aura plus de force combattante mais plus de formateurs, plus de gendarmes, plus aucun soldat français de quelque nature que ce soit, et excusez-moi juste une deuxième question toujours concernant l'Afghanistan, les Américains ont aussi eu recours pendant ces nombreuses années aux forces spéciales françaises pour toute la lutte anti-terroristes, est-ce les troupes françaises, les forces spéciales, continueront ces opérations anti-terroristes dans les années qui viennent ou est-ce que cela aussi s'arrêtera ? Je vous remercie.

LE PRESIDENT -- Oui, soyons plus précis encore. En 2013, il y aura encore des personnels qui seront présents, je l'ai dit, sur le sol afghan, dans le cadre des actions de formation que nous avons décidées et que nous aurons à préciser. Ensuite, nous aurons besoin de personnels pour rapatrier nos matériels, je ne sais pas combien de temps ça prendra, parce qu'il nous faut trouver des routes et des possibilités d'évacuation avec des conditions de sécurité qui doivent être réunies et des coûts d'évacuation qui ne soient pas trop élevés. Donc, nous prendrons toutes les précautions. Après 2014, de toute façon, il n'y aura plus, c'est la décision qui a été prise par l'OTAN, il n'y aura plus de personnels sauf un certain nombre de conseillers mais ce n'est plus l'OTAN qui les prendra en charge, ce seront les Etats-Unis pour ce qui concerne le soutien à l'armée afghane. Pour nous, après 2014, il n'est pas question de rentrer dans quelque opération que ce soit.

QUESTION -- Monsieur le Président, est-ce que, quand vous dites, parce que nous sommes la France, quand vous dites que votre choix pour l'Afghanistan est non négociable, quand vous affirmez la souveraineté de la France, est-ce que, j'ai en mémoire, pendant la campagne présidentielle, les attaques de l'UMP qui disaient que vous seriez un Président qui allait brader l'indépendance et la souveraineté du pays, est-ce qu'aujourd'hui vous avez le sentiment à l'égard, enfin au regard de cette première séquence internationale riche, de leur faire un pied de nez ?

LE PRESIDENT -- Non, non, moi je ne fais pas de politique intérieure ici. Ce n'est pas du tout par rapport à des sujets qui pourraient être encore évoqués pour les élections législatives. Là, il s'agissait de traduire un engagement que j'avais pris et de le faire à la fois pour marquer notre décision souveraine et en même temps de la faire accepter par nos Alliés, de nous comporter d'une manière intelligente et loyale à l'égard de nos partenaires de l'Alliance et donc le fait que le Sommet de Chicago ait pu justement faire en sorte que chacun ait pu affirmer ses décisions tout en restant dans la même opération, la FIAS permet de trouver, je pense, le bon équilibre entre ce qui relève d'une action et d'une décision de souveraineté et ce qui relève également d'une volonté de partenariat dans l'Alliance et de loyauté par rapport à nos engagements. C'est ce qui a permis à nos Alliés de comprendre parfaitement ce que nous voulions et de l'accepter. Et d'ailleurs j'ai relevé une déclaration du Général ALLEN disant que cette décision ne remettait nullement en cause la sécurité et les conditions d'intervention de l'Alliance.

QUESTION -- Monsieur le président, en ce qui concerne la défense antimissile juste par souci pédagogique pour ceux qui nous lisent ou nous écoutent, quand vous dites que vous avez obtenu que le principe d'un rôle politique sur la décision, c'est sur la décision de riposter face à un éventuel tir de missiles qui viendrait d'une puissance menaçante mais comment s'exerce ce contrôle politique avant et ensuite dans le très court laps de temps qu'il y a entre le tir d'un missile et le tir de riposte ?

LE PRESIDENT -- Ce sont ces modalités qui vont être discutées. Vous avez parfaitement raison. Il faut bien qu'il y ait une autorité qui en décide. C'est précisément pour avoir toute cette procédure que nous avons souhaité qu'il soit bien indiqué que cela se faisait dans un cadre de partenariat. Donc, ce ne sont pas les seuls Etats-Unis qui pouvaient en décider.

QUESTION -- Parallèlement aux sessions, il y a eu également beaucoup d'entretiens bilatéraux, est-ce que vous pourriez nous dire quels sont ceux qui vous ont le plus marqué et est-ce que déjà à ce stade, vous avez pu sentir une certaine complicité ou disons avec certains chefs d'Etat le sentiment que vous pourrez vous appuyer également sur eux, que vous avez une convergence de

vue sur un certain nombre de points ?

LE PRESIDENT - Nous avons eu beaucoup d'échanges bilatéraux. Celui qui a été le plus important à nos yeux, était avec le président KARZAI puisque nous étions dans le transfert de nos forces combattantes dans la zone de Kapisa et qu'il était très important d'avoir, du côté du président afghan, cette même volonté de reprendre par l'armée afghane, le contrôle de ce territoire. De la même manière, je devais lui confirmer que nous ferions ratifier par le Parlement français le traité qui avait été signé par lui-même et par M. SARKOZY. Et il était aussi utile pour nous de voir les actions de coopération que nous pourrions engager en matière d'éducation, de santé. Cela a été d'ailleurs un élément de la discussion : la santé. La question des femmes et aussi la démocratisation et le dialogue politique. Et vous savez combien il est difficile puisqu'un des intermédiaires qui devait rentrer en relation avec les talibans a été exécuté. Et donc cela a été l'entretien qui a été le plus lié au Sommet lui-même. Alors après, nous avons eu avec le Secrétaire Général des Nations-Unies, j'en ai donné l'essentiel, parce qu'il y a la situation de la Syrie, de l'Iran et que nous voulions avoir un échange. Ensuite, je ne vais pas vous égrener tout ce que nous avons fait mais il y aura sûrement une initiative qui sera prise avec la Pologne, dans le cadre justement de ce qu'on appelle le triangle de Weimar et j'en ai également discuté avec Mme MERKEL qui est très allante aussi sur ce sujet. Ensuite beaucoup de nos partenaires européens dans le cadre de la préparation du conseil informel souhaitaient avoir notre point de vue, Danois, Autrichiens, qui soutiennent pour une part ce que nous proposons. Donc je ne vais pas ici les compromettre. Mais cela a été aussi utile pour cette préparation-là. Enfin, nous avons été invités dans de nombreux pays, je ne sais pas si nous pourrions répondre à tout mais c'est vrai qu'il y avait une attente assez forte comme souvent, je veux dire comme toujours après une alternance, que certains s'en réjouissent ou la déplorent, il y avait une envie très forte de vouloir établir des liens avec nous. C'est pourquoi c'est deux jours passés ici à Chicago, en dehors de ce que nous avions à obtenir ou à veiller dans ce sommet, étaient tout à fait précieux pour justement permettre des échanges que nous aurions mis peut être des mois à avoir si nous étions restés en France.

QUESTION -- Monsieur le président, vous venez de le dire, l'alternance permet des choses, est-ce que vous pensez qu'il a été plus facile de négocier ou de parler avec les Etats-Unis parce que Barack OBAMA est en campagne électorale ?

LE PRESIDENT -- Oui il y a toujours des moments qui sont plus propices que d'autres. Je pense que Barack OBAMA avait un double objectif : faire que le G8 puisse être un succès et notamment par rapport à des sujets comme la Syrie et l'Iran, je reviens à l'Iran et que nous puissions avoir une convergence de vue ce qui a d'ailleurs été le cas, et il voulait aussi que la croissance puisse être un élément du débat, non pas pour faire plaisir à l'un ou à l'autre mais tout simplement parce qu'il préfère avoir une économie mondiale qui va bien plutôt que des crises financières qui rebondissent d'où l'intérêt que nous avons pu avoir par rapport à la situation de la zone euro. De la même façon, sur la question du prix du pétrole, il est directement intéressé par tout ce qui peut être fait pour éviter la volatilité du prix dans un contexte effectivement électoral mais cela nous sert aussi. Donc là il y avait une coïncidence heureuse entre nous qui venons d'arriver et lui qui voudrait rester. Ensuite à Chicago, je pense qu'il voulait, et nous aussi, qu'il y ait un consensus qui soit trouvé et que l'Alliance puisse démontrer sa cohérence, sa cohésion, ce qui a été le cas. Ce qui a fait que notre position a été d'autant mieux comprise, pour ne pas dire intégrée. Je ne dis pas qu'elle faisait plaisir parce que le risque c'était que d'autres puissent se saisir de notre initiative pour faire des choix équivalents mais nous avons aussi à cœur de rester dans la FIAS ce qui a donné la garantie que nos Alliés souhaitaient et que Barack OBAMA lui aussi nous avait demandé, ce qui ne posait d'ailleurs pas problème. Dans notre premier entretien à la Maison Blanche, donc dès que nous sommes arrivés aux Etats-Unis, c'est sur cette question-là que nous avons le plus discuté et nous y sommes d'autant plus vite parvenus qu'un travail préparatoire avait été fait par nos équipes qui avaient levé tous les malentendus. Lesquels pouvaient être ces malentendus ? C'était de savoir si nous restions dans la FIAS, nous avons répondu oui, et si nous aurions des actions autres que combattantes. Nous avons répondu, nous les regarderons, mais sur ce qui est de la formation, nous sommes déjà engagés par le traité

ies regarderons, mais sur ce qui est de la formation, nous sommes déjà engagés par le traité bilatéral. Donc nous y sommes prêts. Et une fois que ces positions ont été affirmées, c'est vrai que l'accord a été très simple à trouver. Pour rester sur votre question, il y a eu une coïncidence d'intérêt, de situation qui nous a permis de faire prévaloir un certain nombre de nos priorités dans cette longue présence, ici aux Etats-Unis, d'abord au G8 et ces deux jours à Chicago.

QUESTION -- Je voulais juste vous demander comment vous expliquez que les Alliés semblent avoir si facilement accepté le retrait accéléré de l'Afghanistan et notamment je pense aux Américains ? Est-ce que vous imaginez dans vos pourparlers que les Américains pourraient vouloir éventuellement accélérer leur propre .... ?

LE PRESIDENT -- Cette question m'a déjà été posée, et je veux être tout à fait net. J'ai répondu à Mme Valérie NATAF sur ce qui m'a paru être finalement les éléments qui ont permis l'accord. A aucun moment, je n'ai senti pour répondre à votre question que les Américains voulaient accélérer le processus donc je ne veux pas laisser entendre qu'il y aurait eu un accord d'autant plus facile que les Américains se préparaient à faire la même chose, non ce n'est pas le cas.